

Informations Rapides



31 mars 2011 - n° 82 **CONJONCTURE**
Principaux indicateurs

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 4^e trimestre 2010

À la fin du quatrième trimestre 2010, la dette publique s'établit à 1 591,2 milliards d'euros

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

Chaque année, l'INSEE publie une première évaluation des comptes nationaux des administrations publiques sur l'année écoulée, correspondant à celle réalisée pour la notification à la Commission européenne des ratios de dette et de déficit publics. Les données sont susceptibles d'être modifiées à l'occasion de la publication, le 13 mai 2011, du compte de la Nation provisoire 2010.

Cette année, les modifications intégreront notamment l'impact du changement de base des comptes nationaux. La dette trimestrielle des administrations publiques présentée ici a été construite dans le cadre de la base 2005, qui succède à la base 2000 et qui sera publiée le 13 mai prochain. Elle prend donc en compte des changements réalisés à l'occasion du passage à la base 2005 (voir encadré).

En revanche, l'ensemble des ratios sont calculés en utilisant un PIB issu de la base 2000, qui correspond à celui des résultats détaillés des comptes trimestriels publiés le 25 mars dernier. Ce PIB n'intègre donc pas l'impact du passage de la base 2000 à la base 2005. Les ratios seront revus à ce titre le 13 mai prochain sur 2010 et sur l'ensemble des années précédentes.

La dette publique augmente de 16,2 milliards d'euros entre 3^e et le 4^e trimestre 2010...

À la fin du quatrième trimestre 2010, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 591,2 Md€, en hausse de 16,2 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe à 81,7 %, en augmentation de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. La dette publique nette progresse de 26,5 Md€.

...sous l'effet d'une hausse de l'endettement de l'État...

La contribution de l'État à la dette augmente de 6,9 Md€ au quatrième trimestre. L'accroissement de l'endettement obligataire est partiellement compensé par des remboursements importants de titres de créance de court terme (BTF) ce trimestre. L'État finance une partie de son déficit en diminuant sa trésorerie (-16,4 Md€).

La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette diminue (-1,4 Md€) principalement du fait d'une diminution de l'endettement de la Société de Prise de Participation de l'État (SPPE) liée à des remboursements de ses prises de participations dans des banques.

...et de celui des administrations publiques locales.

La contribution des administrations publiques locales augmente de +11,1 Md€, ce qui constitue une moindre progression par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente (+14,3 Md€ fin 2009).

La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette publique diminue légèrement

La contribution des administrations de sécurité sociale diminue de 0,4 Md€, du fait d'un effet de consolidation : au quatrième trimestre, l'État acquiert 5,0 Md€ de billets de trésorerie de l'Acoss. Cet endettement du régime général interne aux administrations publiques ne contribue pas à la dette au sens de Maastricht.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2009T4	2010T1	2010T2	2010T3	2010T4
Ensemble des adm. publiques	1492,7	1537,9	1591,9	1575,0	1591,2
en point de PIB (*)	78,3%	80,5%	82,9%	81,5%	81,7%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1167,8	1211,0	1252,2	1238,1	1245,0
Organismes divers d'adm. Centrale	18,7	18,5	18,5	16,4	15,0
Administrations publiques locales	155,2	152,3	149,6	149,5	160,6
Administrations de sécurité sociale	151,1	156,1	171,6	171,0	170,6
dont, par instrument :					
Dépôts	23,4	22,3	22,0	22,3	23,0
Titres négociables	1262,5	1301,7	1348,4	1341,9	1346,6
court terme	258,3	255,6	259,1	258,4	238,7
long terme	1004,2	1046,1	1089,3	1083,5	1107,9
Crédits	206,8	213,9	221,5	210,7	221,6
court terme	19,2	34,2	42,5	31,8	27,9
long terme	187,6	179,7	179,0	179,0	193,7

Source : Comptes nationaux base 2000 - Insee, DGFIP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

La dette publique nette progresse plus fortement que la dette de Maastricht

Au quatrième trimestre 2010, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 478,6 Md€ (soit 75,9 % du PIB contre 75,1 % au trimestre précédent), en progression de 26,5 Md€ par rapport au trimestre précédent. L'écart de 10,3 Md€ entre cette hausse de la dette nette et la hausse de 16,2 Md€ de la dette brute traduit la forte diminution de la trésorerie de l'État (-16,4 Md€), partiellement compensée par une progression des dépôts bancaires et des titres détenus par les organismes divers d'administration centrale (respectivement +1,2 Md€ et +1,9 Md€), ainsi que des dépôts bancaires des administrations de sécurité sociale (+1,7 Md€).

La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM diminue

Au quatrième trimestre 2010, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 190,6 Md€, en diminution de 5,1 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution correspond notamment à une baisse des détentions en actions cotées et OPCVM des organismes de sécurité sociale.

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2009T4	2010T1	2010T2	2010T3	2010T4
Ensemble des adm. publiques	1360,0	1391,3	1425,8	1452,1	1478,6
dont :					
État	1094,0	1124,7	1147,8	1168,9	1191,6
Org. divers d'adm. centrale	9,5	11,7	11,5	11,4	6,5
Adm. publiques locales	146,2	143,3	140,6	140,5	151,4
Adm. de sécurité sociale	110,3	111,6	126,0	131,3	129,1

Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2009T4	2010T1	2010T2	2010T3	2010T4
Ensemble des adm. publiques	213,5	213,9	188,9	195,7	190,6
dont :					
État	101,4	99,4	79,7	83,6	83,7
Org. divers d'adm. centrale	23,9	23,0	20,6	21,6	20,8
Adm. publiques locales	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Adm. de sécurité sociale	87,4	90,8	87,9	89,8	85,3

Pour en savoir plus :

Dans le cadre du passage à la base 2005, la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) et le fonds de réserve des retraites (FRR) sont reclassés du secteur des administrations centrales vers celui des administrations de sécurité sociale (ASSO). Le reclassement de la CADES modifie la répartition de la dette de Maastricht par sous-secteur du fait de son endettement (100,5 Md€ fin 2010). La contribution des organismes divers d'administration centrale à la dette publique est ainsi révisée à la baisse et celle des administrations de sécurité sociale à la hausse. En parallèle, le reclassement du FRR augmente les actifs des ASSO (de 36,9 Md€ fin 2010) et diminue celui des ODAC, ce qui contribue à modifier la dette nette ainsi que le montant des actions cotées et des OPCVM par sous-secteur.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G423](#), [G885](#), [G886](#)
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 30 06 2011 à 8h45